



**RÉGION ACADÉMIQUE
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse

RECTORAT DE MARTINIQUE

Service du pilotage immobilier (SPI)

Pôle Technologique de Kerlys - 5 rue Saint Christophe

97200 Fort-de-France

REGLEMENT DE CONSULTATION

R.C

Procédure de passation :

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-8 (modifié par le décret n° 2021-357 du 30 mars 2021 + arrêté du 26 juillet 2021, JO du 30 juillet 2021) du code de la commande publique (CCP)

MAPA

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**DESAMIANPAGE DU BATIMENT 6 DE L'INSTITUT NATIONAL DU PROFESSORAT ET DE
L'EDUCATION (INSPE) ROUTE DU PHARE, 97200 FORT-DE-FRANCE**

DATE MAXIMUN DE REMISE DES OFFRES :

Jeudi 6 novembre 2025 à 12h

Numéro de consultation : **RECT_MART-SPI-DESAM-BAT6-SEPT25**

Procédure de passation : **Procédure adaptée > 90 k EUR**

Table des matières

PARTIE I : PRESENTATION DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 : FORME DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
ARTICLE 4 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES EN COURS DE CONSULTATION	4
4.1 Renseignement complémentaire	4
4.2 Réponses aux demandes de renseignements complémentaires.....	5
4.3 Modification du dossier de consultation	5
ARTICLE 5 : VISITE DE SITE	5
PARTIE II : PRESENTATION DU MARCHE	6
ARTICLE 6 : NATURE DU MARCHE	6
ARTICLE 7 : FORME DU MARCHE.....	6
7.1 Allotissement :.....	6
7.2 Tranches	6
7.3 Marché à prix global et forfaitaire :	6
ARTICLE 8 : DUREE DU MARCHE	6
8.1 Durée du marché.....	6
8.2 Délais d'exécution	7
ARTICLE 9 : GROUPEMENT D'ENTREPRISE ET SOUS TRAITANT	7
9.1 Soumissionnaires d'un même groupe	7
9.2 Groupement d'entreprises	7
9.3 Sous-traitance.....	7
ARTICLE 10 : MODALITES D'EXECUTION.....	8
10.1 Modalités administratives d'exécution	8
10.2 Modalités financières d'exécution	8
10.3 Insertion par l'activité économique	8
10.2 Considérations sociales	8
10.3 Considérations environnementales.....	8
PARTIE III : PRESENTATION DES PROPOSITIONS	8
ARTICLE 11 : PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	8
11.1 Généralités	9
11.2 Remise des certificats et attestations par l'attributaire pressenti	10
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES OFFRES	11
PARTIE IV : EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	12
ARTICLE 13 : EXAMEN ET SELECTION DES CANDIDATURES	12
ARTICLE 14 : JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	13
ARTICLE 15 : CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	13
15.2 Critère de sélection des offres	13
ARTICLE 16 : RECOURS A LA NEGOCIATION	14
ARTICLE 16 : TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES.....	15

ARTICLE 17 : VARIANTES – PSE – OPTION.....	15
17.1 Variantes.....	15
17.2 PSE	15
17.3 Options au sens du droit communautaire.....	15
ARTICLE 18 : VALIDITE DES OFFRES	15
PARTIE V : CONDITION D’ENVOI DES PROPOSITION	15
ARTICLE 19 : MODALITES DE TRANSMISSION.....	16
ARTICLE 20 : Horodatage	16
ARTICLE 21 : Forme et signature des fichiers	16
ARTICLE 22 : Signature électronique.....	17
ARTICLE 23 : La copie de sauvegarde	17
ARTICLE 24 : VIRUS	17

PARTIE I : PRESENTATION DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la réalisation de travaux de curage, désamiantage du bâtiment 6 de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE) situé rue du phase, 97200 FORT-DE-FRANCE

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP et ses annexes.

ARTICLE 2 : FORME DE LA CONSULTATION

La consultation fait l'objet d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

Code CPV :

- 45262660-5 : Travaux de désamiantage

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le Dossier Consultation des Entreprises se compose des documents suivants :

1. Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
2. L'acte d'engagement (AE) ;
3. La pièce financière « DPGF » contenant la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
5. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ses annexes dont :
 - Les plans non à l'échelle du bâtiment
 - Le rapport du repérage amiante avant travaux
6. Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)

ARTICLE 4 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES EN COURS DE CONSULTATION

4.1 Renseignement complémentaire

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite sur la Plateforme des achats de l'Etat ([PLACE](#)). Pour permettre au pouvoir adjudicateur de formuler une réponse entemps utile, la demande devra parvenir au plus tard le 27/10/2025.

4.2 Réponses aux demandes de renseignements complémentaires

Conformément aux dispositions de l'article R2132-6, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés au plus tard le 27 octobre 2025, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

4.3 Modification du dossier de consultation

4.3.1 Principe

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard le 31 octobre 2025, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de quelconque réclamation à ce sujet.

Le délai ci-dessus fixé sera décompté à partir de la date de mise en ligne des documents modifiés

4.3.2 Recommandations

Il est vivement conseillé de s'identifier sur la Plateforme des achats de l'Etat ([PLACE](#)).

Cette identification est strictement nécessaire afin d'informer les candidats intéressés de la modification du dossier de consultation.

De plus, l'identification permet au pouvoir adjudicateur de :

- Communiquer de manière certaine une information à toutes les candidats intéressés par la présente consultation ;
- Transmettre les réponses aux questions posées par un des candidats intéressés par la présente consultation.

Nota : une offre ne correspondant pas aux documents de la consultation à la suite d'une modification apportée par le pouvoir adjudicataire sera déclarée irrégulière.

ARTICLE 5 : VISITE DE SITE

Une visite obligatoire de site sera organisée en présence du pouvoir adjudicateur. A l'issue de la visite, il sera transmis une attestation signée du Pouvoir adjudicateur.

La visite se déroulera le mercredi 15 octobre 2025 à 8h00

Pour effectuer la visite, les candidats devront adresser leur demande à la personne indiquée ci-dessous en précisant le nombre, l'identité et un numéro de portable permettant de joindre les participants à la visite. Il est à noter que deux personnes maximums, par entreprise, pourront participer à la visite. A l'issue de la visite, le Pouvoir adjudicateur remettra au candidat une attestation de visite. Cette attestation sera à fournir lors du dépôt de l'offre.

Coordonnée de la personne à contacter pour la visite :

- Anthony RIBOT, par mail aux 2 adresses mail suivantes :
anthony.ribot@ac-martinique.fr et ce.spi@ac-martinique.fr

Nota : Aucune revendication liée à la méconnaissance des lieux ne pourra être opposée au pouvoir adjudicateur lors de l'exécution du marché.

Il est de surcroît établi que tous les éléments visibles ou identifiables lors de la visite du site sont réputés connus par le candidat et ne pourront motiver une remise en cause du prix global et forfaitaire ou des prix unitaires après passation du marché (identification et anticipation des éventuelles problématiques, gestion des accès en phase chantier, etc...).

PARTIE II : PRESENTATION DU MARCHE

ARTICLE 6 : NATURE DU MARCHE

La présente consultation concerne un marché de travaux soumis aux dispositions du :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux. Ce document est désigné « CCAG-Travaux » dans la suite de ce présent document.
- Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1er avril 2019

ARTICLE 7 : FORME DU MARCHE

7.1 Allotissement :

Sans objet

7.2 Tranches

Le marché ne comporte pas de tranche(s) optionnelle(s).

7.3 Marché à prix global et forfaitaire :

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire en application de l'article R2112-6-2° du Code de la commande publique, portant sur l'exécution des travaux de déconstruction et désamiantage du bâtiment.

ARTICLE 8 : DUREE DU MARCHE

8.1 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée de 9 mois

8.2 Délais d'exécution

Le délai global d'exécution du marché est de 9 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service portant démarrage de la période de préparation de chantier

ARTICLE 9 : GROUPEMENT D'ENTREPRISE ET SOUS TRAITANT

9.1 Soumissionnaires d'un même groupe

Les soumissionnaires appartenant à un même groupe et souhaitant remettre des offres séparées, doivent transmettre les éléments suivants :

- Une déclaration indiquant leurs liens
- Un organigramme du groupe de sociétés auxquels ils appartiennent avec les informations jugées utiles en fonction du secteur d'activité considéré (niveau de participation financière, structure décisionnelle etc.).

Ces éléments permettront au pouvoir adjudicateur de déterminer si les soumissionnaires sont autonomes et indépendants.

9.2 Groupement d'entreprises

Les entreprises peuvent présenter leur offre sous forme de groupement. Le groupement pourra être solidaire ou conjoint.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires du groupement est engagé pour la totalité du marché, que l'opération soit ou non divisée en lots. Dans cette forme de groupement, l'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de la personne publique de la partie contractante et coordonne les prestations du groupement. L'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser.

Le présent règlement de consultation interdit aux candidats de présenter pour le même marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

9.3 Sous-traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Cependant, il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 10 : MODALITES D'EXECUTION

10.1 Modalités administratives d'exécution

Les modalités administratives d'exécution sont stipulées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).

10.2 Modalités financières d'exécution

Modalités de règlement : le règlement des dépenses se fera par virement à 30 jours conformément aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Actualisation : les prix pourront être actualisés dans les conditions stipulées au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

10.3 Insertion par l'activité économique

Sans objet

10.2 Considérations sociales

Sans objet

10.3 Considérations environnementales

La clause « Gestion des déchets contenant de l'amiante » s'inscrit dans une démarche d'**éco-transition** et donc de gestion optimisée des **déchets du** bâtiment. L'amiante étant considéré comme un matériau dangereux, il est important que l'entreprise attributaire du marché assure une bonne gestion et revalorisation de celui-ci en le prouvant par une certification de qualification

L'entrepreneur devra être titulaire d'une certification de qualification pour assurer la dépose et la gestion des déchets contenant de l'amiante ; à défaut, il devra faire appel à un co-traitant ou sous-traitant qualifié. La certification est délivrée soit :

– par l'AFAQ selon la qualification "amiante non friable à risques particuliers" référentiel AAI/J/9407 ;

– par QUALIBAT selon la qualification 1552 « traitement de l'amiante » remplaçant la qualification 1512 « traitement de l'amiante en place concernant les matériaux et produits à risques particuliers » 1513

PARTIE III : PRESENTATION DES PROPOSITIONS

Sous peine d'irrecevabilité et d'irrégularité, le candidat devra présenter une candidature et une offre rédigées en langue française.

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES CANDIDATURES

11.1 Généralités

Pour présenter leur candidature, le dossier des entreprises devra comporter les éléments suivants **concernant le lot** pour lequel il remet une offre :

Dans un sous dossier CANDIDATURE :

A - Situation juridique - références requises :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion au marché public.
- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;
- La composition de l'équipe, répartition des tâches et compétences des différents intervenants ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

** Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;*

** Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus.*

B - Capacité économique et financière - références requises :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances ; Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

D - Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

1. Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée, le cas échéant, d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

Ces attestations indiquent le maître d'ouvrage, le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

2. Capacités professionnelles :

- ☐ L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

- ☐ Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

- Certification de type QUALIBAT 1552 (Traitement de l'amiante en place concernant les matériaux et produits à risques particuliers) ou qualification équivalente obligatoire (AFNOR ou GLOBAL) pour la réalisation des travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Cette qualification devra porter à minima sur les secteurs d'activité suivants :

- Ouvrages extérieurs de bâtiment,
- Ouvrages intérieurs de bâtiment,

Si les candidats ne disposent pas de références ou de peu de références, ils devront prouver par tout moyen qu'ils possèdent la capacité à exécuter le marché (capacités techniques, professionnelles, certifications...).

Le candidat ne présentant pas l'un ou plusieurs de ces éléments verra sa candidature déclarée irrecevable. Le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de régulariser les candidatures non complètes.

Les éventuels co-traitant(s) et/ou sous-traitant(s) doivent justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières et de leurs références. Ils doivent donc produire les mêmes documents que ceux qui sont exigés du candidat en ce qui concerne les pièces de la candidature. En outre, en cas de sous-traitance, le candidat doit fournir une déclaration des sous-traitances (DC4) dûment complétée et signée.

3. Capacités techniques :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

E - Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

-

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation

11.2 Remise des certificats et attestations par l'attributaire pressenti

Conformément à l'article R. 2144-4 du code de la commande publique, dans l'hypothèse où il ne les aurait pas fournis lors de la remise de son offre, le candidat susceptible d'être retenu produit les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code précité :

- attestations de régularité fiscale et sociale
- extrait kbis de moins de trois mois,
- la liste nominative des salariés étrangers,
- l'attestation d'assurance professionnelle
- le document d'habilitation du mandataire par les autres membres et précisant les conditions de cette habilitation en cas de groupement.

Le délai imparti par l'académie du rectorat de Martinique pour remettre ces documents ne pourra être

supérieur à 5 jours. Néanmoins, conformément à l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES OFFRES

Dans un sous dossier OFFRE :

Les pièces attendues au titre de l'offre sont les suivantes :

- ❖ L'Acte d'Engagement, dûment remplis ;
- ❖ La pièce financière composée de la décomposition du prix global et forfaitaire dûment remplie (pièce non contractuelle destinée au jugement de l'offre)
- ❖ L'attestation de visite obligatoire signée par le pouvoir adjudicateur ;
- ❖ Un RIB
- ❖ Le mémoire technique respectant le sommaire des critères du présent règlement de la consultation, comprenant les éléments suivants :
 - **L'installation de chantier et préparation de chantier :**
 - Description des démarches administratives (réalisation DICT, rédaction PPSPS, rédaction PRA, réalisation de la VIC),
 - Description des cantonnements de chantier de cette opération,
 - Description des dispositifs anti-intrusions et de gardiennage du site (pendant et en dehors des horaires de chantier),
 - Description de la signalisation de *chantier* de cette opération,
 - Description de la reconnaissance des réseaux et de leur consignation
 - **La méthodologie de curage amiante :**
 - Méthodologie détaillée de curage, gestion des déchets et gestion des produits, équipements, matériaux et déchets

***Nota :** Une attention particulière sera accordée aux méthodologies visant à minimiser la production de DIB, de DNDm et DU.*

 - **DIB :** Le déchet industriel banal définit l'ensemble des déchets en mélange non inertes et non dangereux
 - **DNDm :** Déchets non dangereux en mélange,
 - **DU :** déchets Ultimes dont on a déjà extrait la part valorisable et ceux que l'on ne sait pas valoriser dans des conditions techniques et économiques acceptables ; ils sont stockés dans des Installations de Stockage pour Déchets Non Dangereux (ISDND).
 - Description des mesures préventives en cas découverte fortuite de MPCA ou de matériaux susceptibles de contenir l'amiante
 - Description des moyens matériels affectés au chantier (avec désignation des engins utilisés, ...)
 - Description des moyens humains affectés au chantier (avec désignation d'un correspondant et son suppléant, leurs CV, le nombre d'encadrants, la présence des encadrants en permanence sur le chantier, nombre de compagnons ...).

- Système de management de la santé et sécurité au travail
- **Planning des temps de taches par phase et par poste correspondant à l'opération et conforme aux documents marché CCTP et CCAP**
- **La méthodologie de retrait des MPCA :**
 - Méthodologie de dépose des enduits amiantés du bâtiment
 - Méthodologie de dépose des autres MPCA
 - Description des moyens humains affectés au chantier en quantité suffisante (avec désignation d'un correspondant et son suppléant, leur CV, le nombre d'encadrement, la présence des encadrants en permanence sur le chantier, nombre de compagnons ...).
 - Description des moyens matériels affectés au chantier en quantitatif et qualitatif (sas de décontamination, extracteur d'air, ...).
 - Suivi métrologique avec engagement sur la fréquence des prélèvements, et délais de rendus des analyses.
- **Identification des filières de valorisation et d'élimination des déchet spécifiés dans le diagnostic PEMD**
 - Identification, conditionnement et transport vers chaque filière de valorisation des déchets
 - Identification, conditionnement et transport vers chaque filière de valorisation des déchets

Toute offre ne comportant pas toutes les pièces énumérées pour l'offre sera déclarée irrégulière. Il appartiendra au pouvoir adjudicateur de décider, selon sa libre appréciation, de régulariser les offres irrégulières conformément aux dispositions du Code de la commande publique. En aucun cas, ce dernier sera tenu de le faire. Toutefois, dans le respect du principe d'égalité de traitement, si le pouvoir adjudicateur décide de régulariser une offre, cette décision profite également à l'ensemble des candidats ayant soumis une offre irrégulière.

L'offre du soumissionnaire devra, sous peine d'irrégularité :

- Etre strictement conforme aux stipulations administratives techniques et financières mentionnées au Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- Etre strictement conforme aux caractéristiques techniques mentionnées au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

PARTIE IV : EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES ET NEGOCIATION

ARTICLE 13 : EXAMEN ET SELECTION DES CANDIDATURES

Il sera procédé à l'ouverture des plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites dans l'avis d'appel public à la concurrence, conformément aux articles R. 2143-1 et -2 du Code de la commande publique. Les critères de sélection des candidatures sont les suivants : garanties professionnelles, techniques et financières et références. Après examen des documents relatifs à la candidature, seront éliminés les candidatures ne remplissant pas les conditions d'accès à la commande publique conformément aux articles R. 2142-13 et suivant

du CCP.

L'appréciation des éléments de capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

ARTICLE 14 : JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le représentant du maître d'ouvrage examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement des offres de chaque lot conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le représentant du maître d'ouvrage.

ARTICLE 15 : CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6 à 12 du Code de la commande publique et en fonction des critères ci-après présentés avec leur pondération, les offres des 2 lots seront notés sur 100 points en fonction de la pondération de chaque critère

15.2 Critère de sélection des offres

Critère 1 : Le prix (30 points)

Le critère prix sera apprécié au regard de la somme totale des prestations à exécuter (en € TTC) mentionné sur l'acte d'engagement en cohérence avec le DPGF.

La note (NP) correspondant au critère prix de l'opérateur économique apprécié, sera calculée sur la base des prix des offres admises suivant la formule suivante :

La formule appliquée :

$$Np = 30 \times (\text{offre la moins disante} / \text{offre considérée})$$

Offre considérée = Montant de l'offre du candidat analysé

Offre moins disante = Montant de l'offre économiquement la plus avantageuse

La note maximum obtenue est de 30 points

Lors de l'examen des offres, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Critère 2 : La valeur technique : (70 points)

Le critère de l'offre sera apprécié au travers du mémoire méthodologique et évaluée selon les sous-critères suivants :

2	Sous critère valeur technique	Description	Notation en points
2.1	Moyens humains et matériels affectés à l'opération	-Qualité de l'encadrement : Présentation nominative des équipes dédiées au pilotage du marché, au suivi des prestations sous forme d'un organigramme fonctionnel et organisationnel dédié à l'opération Présentation des CV des intervenant comprenant : Expérience, diplômes, attestations de compétence, habilitations, références...) -Moyens matériels affectés à l'opération Présentation distincte des équipements et de leurs nombres mis à disposition	
2.2	Méthodologie d'intervention	-L'installation de chantier et préparation de chantier (plan, démarches administratives,) -Méthode de curage -Méthodologie de retrait des MPCA -Présentation des mesures prises pour assurer la protection et le respect de l'environnement (Bruit, poussières, propreté du chantier -Planning des temps de taches à l'opération et conforme au délai imposé	
2.3	Système de management de l'entreprise	Système de management de la santé et sécurité au travail	
2.4	Expérience de réalisation de travaux de même types	Attestations maitrise d'ouvrage de travaux de même type. Pour les ouvrages désamiantés de moins de 6 mois	
SOUS-TOTAL			70

ARTICLE 16 : RECOURS A LA NEGOCIATION

Tout en veillant au strict respect du principe d'égalité de traitement, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'engager au cours de la procédure d'analyse une ou plusieurs phases de négociations avec les soumissionnaires ayant déposé une offre pour le marché public visé par la présente consultation.

Toutefois, en dépit de cette faculté, le marché public peut être attribué sur la base des offres initiales sans négociation conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique.

A ce titre, il est fortement conseillé aux soumissionnaires de remettre leur meilleure offre technique et économique avant l'expiration du délai de consultation.

Les négociations peuvent porter sur les éléments mentionnés ci-après :

- Les conditions financières (avance, acompte, etc.) ;
- Les délais et/ou fréquence d'exécution s'ils sont inférieurs au délai prescrit
- Les propositions techniques et méthodologiques ;
- Les moyens humains affectés à la mission ;

- Les garanties de bonne exécution.

En sus, les négociations peuvent également porter sur tout autre élément jugé utile par le pouvoir adjudicateur. Ces phases de négociations peuvent se dérouler par courrier électronique via la plate-forme de dématérialisation PLACE, lors d'entretien dans les bureaux du service du patrimoine immobilier du rectorat de l'académie de Martinique ou par visioconférence ou audio conférence.

Cette invitation mentionne la forme, la portée et le délai des négociations ainsi que tout autre élément jugé utile par le pouvoir adjudicateur.

À l'issue des négociations, les soumissionnaires sont invités à remettre une offre finale ou à confirmer leur offre initiale.

Eu égard de la faculté mentionnée ci-avant, l'attention des candidats est attirée sur le fait que les négociations peuvent être arrêtées dès que le niveau technique et/ou économique des offres reçues est jugé suffisant par le pouvoir adjudicateur. A ce titre, il est fortement conseillé aux soumissionnaires de remettre leur meilleure offre technique et économique à chaque phase de négociation.

Suite à la remise des offres négociées, un classement final est établi sur la base des critères d'attribution ci-avant.

ARTICLE 16 : TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément aux articles R. 2152-3 à 5 du Code de la commande publique, dans le cas où certaines offres paraîtraient anormalement basses y compris pour la part du marché sous-traité, les candidats concernés devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de leur offre et fournir tous les renseignements qui leur seront demandés par le pouvoir adjudicateur pour lui permettre d'apprécier si le(s) montant(s) proposé(s) est (sont) susceptible(s) de couvrir les coûts du marché.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son (ses) prix, l'offre sera rejetée.

ARTICLE 17 : VARIANTES – PSE – OPTION

17.1 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

17.2 PSE

Sans objet.

17.3 Options au sens du droit communautaire

Sans objet.

ARTICLE 18 : VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres sera de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de réception des offres. Ce délai vaut pour chaque offre remises lors des phases successives de négociations.

PARTIE V : CONDITION D'ENVOI DES PROPOSITION

Conformément aux dispositions des articles L. 2132-2 et R. 2132-7 du code la commande publique et de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation, le rectorat de l'académie de Martinique impose la transmission des plis par voie électronique.

ARTICLE 19 : MODALITES DE TRANSMISSION

En application de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, "Toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués par des moyens de communication électronique lorsqu'une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication (...) à compter du 1er octobre 2018."

Les échanges papier sont ainsi dorénavant irréguliers, notamment pour l'envoi des candidatures ou des offres. La transmission de votre pli par voie électronique est OBLIGATOIRE et une offre reçue par papier sera considérée comme irrégulière et rejetée sans possibilité de régularisation.

Nous vous invitons notamment à vérifier que l'adresse email renseignée sur votre profil sur la plateforme de dématérialisation est correcte et que vous recevez correctement les messages émis par la plateforme.

La transmission des candidatures et des offres par voie électronique est imposée sur la plateforme de dématérialisation PLACE : www.marches-publics.gouv.fr

Pour tout renseignement relatif à l'usage de la plateforme, les entreprises peuvent s'adresser à l'équipe support via la plateforme :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide#>

Il est recommandé de contacter le support en cas de problème technique le plus tôt possible et de ne pas attendre le dernier moment.

ARTICLE 20 : Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés par l'horloge du serveur de la plateforme. Cette référence de temps fera foi en termes de qualification des plis « hors délais ». Les plis sont hors-délai si leur téléchargement se termine après la date et heure limite fixées. Les offres doivent donc parvenir avant la date et l'heure limites fixées ci-dessus.

ARTICLE 21 : Forme et signature des fichiers

Les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants :

- Portable Document Format (*.pdf) ;
- Applications bureautiques (*.doc, *.xls, *.ppt, *.rtf) ;
- Images (*.jpg, *.gif) ;
- Plans (*.dwg, *.dxf).

Il est préférable de ne pas mettre de caractères spéciaux tels que les accents dans le nom des fichiers.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les fichiers comportant les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le soumissionnaire : *.exe, *.vbs, *.com, *.bat, *.scr, *.tar.

Les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

Dans tous les cas, il est recommandé de transmettre des fichiers exploitables, non scannés. Les documents fournis en plus devront respecter les mêmes exigences.

Des outils informatiques sont à disposition des entreprises sur le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AutresOutils>

Un guide d'utilisation est également disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

ARTICLE 22 : Signature électronique

En application des dispositions du Code de la commande publique, la signature des documents de la consultation au stade de la remise n'est pas obligatoire (la signature électronique du fichier ou du document représentant l'Acte d'engagement est facultative).

Les opérateurs économiques peuvent toutefois signer électroniquement les fichiers constituant leur candidature et/ou leur offre en présentant un certificat de signature électronique (conforme à l'Arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique).

Ce certificat doit être délivré par une autorité de certification accréditée et permettre de faire le lien entre une personne physique et le document signé électroniquement.

Les catégories de certificats de signature autorisées sont celles qui sont reconnues par le référentiel intersectoriel de sécurité et par la liste publiée à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>.

En cas d'absence de signature électronique de l'Acte d'engagement, l'attributaire signera son offre soit électroniquement soit par papier.

ARTICLE 23 : La copie de sauvegarde

Selon l'article R.2132-11 du Code de la commande publique :

« III. – Les candidats et soumissionnaires qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie. »

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde ».

Nota : pour se prémunir des risques liés aux fichiers que sont la présence d'un virus ou l'impossibilité de lire un fichier, il est recommandé d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier et non sur support physique électronique.

ARTICLE 24 : VIRUS

Il Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus. En effet, conformément à la réglementation, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne

l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Si la candidature ou l'offre transmise par voie dématérialisée n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur (suite à détection de virus, format non reconnu ou autre problème informatique), celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde qui aura été éventuellement déposée par le candidat.

De même, si le dossier dématérialisé n'est pas parvenu avant les date et heure limites fixées pour la remise des offres, mais que la copie de sauvegarde a été reçue avant ces mêmes date et heure, le pouvoir adjudicateur procède à l'ouverture du pli.

Note importante :

1. Transmission des offres

Seules les offres remises sur le séquestre de la plateforme seront recevables.

L'usage de la messagerie est donc exclu : en cas de remise d'offres par messagerie électronique, les offres ne seront pas acceptées.

2. Précautions à prendre

Il est fortement conseillé aux candidats de remettre leur offre sur la plateforme au minimum le jour précédant la date limite de remise des plis pour éviter tout retard consécutif aux aléas de transmission électronique qui pourrait en résulter.

En effet, la transmission de documents volumineux, le téléchargement peuvent nécessiter plusieurs heures ainsi que des mises à jour importantes. Les candidats ne pourront donc pas se prévaloir de tout dysfonctionnement électronique en cas de remise tardive de l'offre.

Toute offre enregistrée sur la plateforme après la date et l'heure limite fixée dans le présent règlement de consultation ne sera pas ouverte.